



Message au formateur

Au moment où vous lirez ces lignes, les élections seront toutes proches ou viendront d'avoir lieu. Un bon moment pour adresser un message à celui – ou celle – qui sera chargé(e) de former le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un message en quatre idées, qui peuvent être lues comme autant de recommandations :

1. ne pas se laisser abuser par les discours fondés sur le dénigrement. « *Je critique l'enseignement, donc j'existe* » est une tentation évidente dans le chef de nombre de personnalités, de militants ou de simples citoyens en mal de visibilité médiatique. La lecture des journaux renvoie très régulièrement une représentation beaucoup plus pessimiste de l'enseignement que le

contact direct avec les écoles. Une ancienne ministre qui observait le même phénomène disait : « *Quand je me rends dans les écoles et quand je suis l'actualité de l'enseignement au travers des médias, j'ai l'impression de regarder simultanément deux films différents* » ;

2. analyser les signes d'espérance. On le dit rarement, mais l'institution « école » bénéficie en Belgique d'un capital confiance particulièrement élevé. La très sérieuse « enquête européenne sur les valeurs » fait apparaître un « indice de confiance » dans l'enseignement significativement plus élevé en Belgique que dans les pays voisins, et plus élevé que pour la plupart des institutions. Les évolutions en cours sont aussi plutôt positives : les résultats aux tests PISA sont meilleurs et en ligne avec la moyenne des pays de l'OCDE pour le français et les mathématiques ; des progrès sont encore possibles et souhaitables, mais la progression mérite d'être soulignée, d'autant que les autres pays développent également des stratégies d'amélioration de leur système éducatif. Les indicateurs de retard scolaire font également apparaître une certaine amélioration depuis 2007-2008 dans le fondamental, et depuis 2009-2010 dans le secondaire. Il est vrai, toutefois, que cette inflexion encourageante est intervenue après une dizaine d'années d'augmentation tendancielle du redoublement, surtout au secondaire. Une étude du SeGEC a aussi montré que l'échec scolaire n'est pas une fatalité : une politique d'établissement bien pensée et cohérente permet de générer des résultats encourageants, y compris avec les publics scolaires les plus défavorisés ;

3. ne pas se disperser. Résister à la tentation de charger l'école de résoudre tous les problèmes de la société. Permettre à l'école de se centrer sur ce qu'elle seule peut – et doit – faire. Ne pas se laisser illusionner par le mythe de la table rase : « refonder l'école », « refonder le qualifiant », etc. L'histoire récente montre que la prédilection de nos gouvernements pour les « réformes de structure » a souvent nourri des incompréhensions, des résistances et des effets pervers. La bureaucratisation croissante du système d'enseignement a aussi un coût en termes de motivation et de désresponsabilisation ;

4. miser sur la confiance, améliorer le cadre dans lequel les acteurs peuvent exercer leur responsabilité. À cet égard, les attentes et les besoins les plus grands sont de quatre ordres :

- mettre les directeurs en situation de se (re)centrer sur le pilotage pédagogique des établissements, notamment en améliorant de manière structurelle l'aide administrative au fondamental ;
- mettre les écoles en situation de pouvoir systématiser les politiques de remédiation au profit des élèves et l'accompagnement des jeunes enseignants lors de leur entrée en fonction. À cet effet, si des moyens nouveaux ne peuvent pas être dégagés, un assouplissement des règles d'utilisation des moyens d'encadrement pourrait également produire certains résultats ;
- face aux défis, permettre aux écoles d'innover et de s'adapter, et notamment, mettre les écoles qui prennent en charge les plus grandes difficultés scolaires en situation de pouvoir recruter et conserver les enseignants les plus compétents et les plus motivés ;
- prévoir le financement approprié du « choc démographique », pour faire face à la croissance des besoins en termes d'infrastructures et d'encadrement, et ce de l'enseignement maternel à l'enseignement supérieur.

La tâche du formateur est noble, difficile et nécessaire. Celui – ou celle – qui sera chargé(e) de cette fonction trouvera au SeGEC des interlocuteurs soucieux de dialoguer et d'apporter leur contribution pour relever les défis de l'enseignement. ■

ÉTIENNE MICHEL
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SEGEC
8 MAI 2014

